

International Bi-metallic Conference (1894: London)

**Praticabilité & nécessité d'une entente
internationale bi-métalliste : Conférence Monétaire
Internationale Bi-métalliste, tenue à Londres les 2
et 3 mai 1894 / mémoire présenté par ... Leonard
Courtney ; appuyé du discours prononcé par
Alphonse Allard.**

Bruxelles : [s.n.], 1894 (Louvain : Polleunis &
Ceuterick)

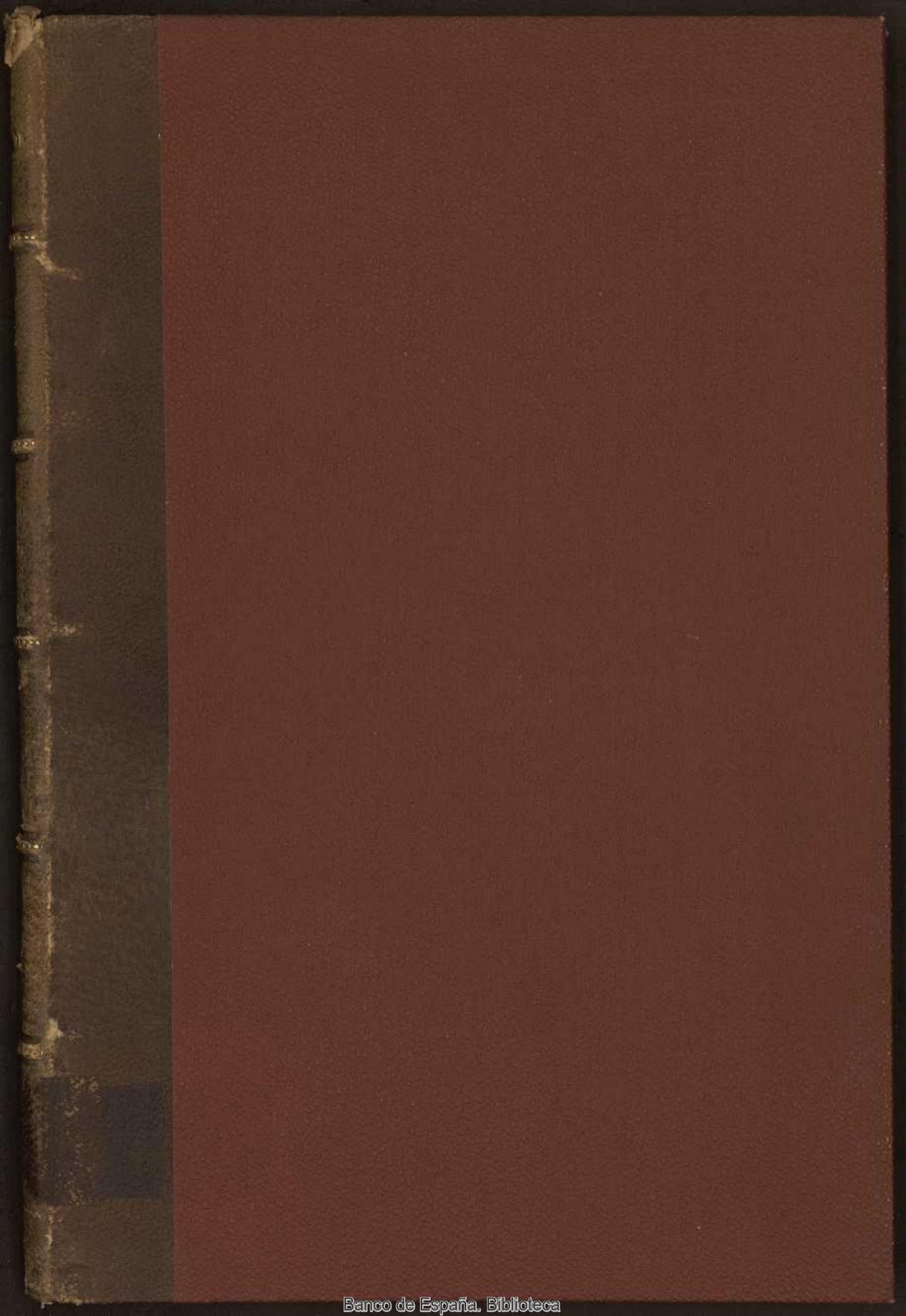
Signatura: FEV-AV-M-02585

La obra reproducida forma parte de la colección de la Biblioteca del Banco de España y ha sido escaneada dentro de su proyecto de digitalización

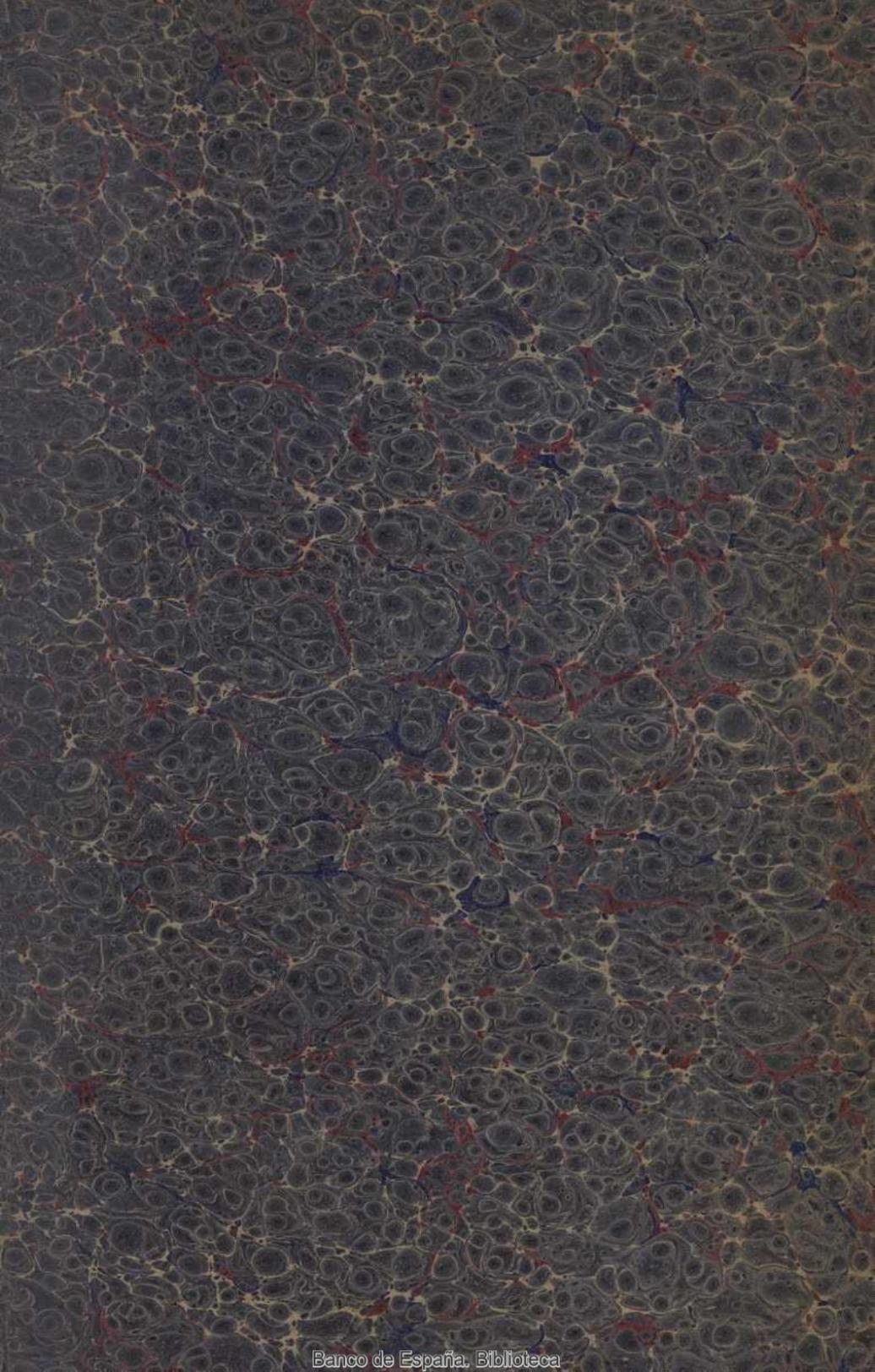
<http://www.bde.es/bde/es/secciones/servicios/Profesionales/Biblioteca/Biblioteca.html>

Aviso legal

Se permite la utilización total o parcial de esta copia digital para fines sin ánimo de lucro siempre y cuando se cite la fuente



PAZ, 10.
VBA DE FERRERAS
ENCUADERNACIONES
MADRID



C.B. 6000000/72015

FEU-AU-M-02585

CONFÉRENCE MONÉTAIRE INTERNATIONALE BI-MÉTALLISTE
TENUE A LONDRES LES 2 ET 3 MAI 1894
sous la Présidence du
L O R D M A I R E

PRATICABILITÉ & NÉCESSITÉ
D'UNE
ENTENTE INTERNATIONALE
BI-MÉTALLISTE

M É M O I R E
présenté par
le Right honourable **LEONARD COURTNEY M. P.**

APPUYÉ DU DISCOURS
prononcé par

ALPHONSE ALLARD

Directeur honoraire de la Monnaie en Belgique



BRUXELLES 1894.

Louvain. — Imp. POLLEUNIS & CEUTERICK
30, rue des Orphelins, 30

	PAGES.
§ I. — La Question Monétaire.	5
§ II. — La Conférence de Londres.	11
§ III. — Le Right Hon. A. J. Balfour M. P.	19
§ IV. — Le Right Hon. Leonard Courtney M. P	21
§ V. — Mémoire présenté par le Right Hon. Leonard Courtney M. P.	25
§ VI. — Discours à l'appui prononcé par M. Alphonse Allard	39

§ I

LA QUESTION MONÉTAIRE

La masse de métaux précieux, or et argent, de l'univers constitue une sorte de propriété commune aux différents peuples ; elle passe de l'un chez l'autre, elle échange les richesses, elle facilite leur juste distribution, elle sert à régulariser les prix universels.

De 1848 à 1851, les métaux furent augmentés dans une proportion que l'histoire n'avait jamais constatée. L'or de Californie et d'Australie avait, en quelques années, doublé la monnaie circulant dans l'univers (or et argent).

Malgré les efforts d'une école alors nouvelle, on se refusa à démonétiser l'or ; le monde des affaires ne s'était jamais douté jusque là qu'il y avait une question

monétaire; aussi se refusa-t-il à risquer un essai aussi hardi que périlleux.

Le progrès, les échanges, l'activité et la production se multiplièrent sous l'influence de l'abondance monétaire et de la hausse des prix; l'or fut bientôt insuffisant aux demandes toujours croissantes. Ce fut pour la civilisation une ère d'affaires, de prospérité, de travail et d'abondance qui se perpétua jusqu'en 1873.

En 1873, on démonétisa le métal *argent* en Europe, conformément aux théories qui avaient échoué en 1851.

Le *métal blanc* n'avait pas baissé de prix, il n'avait provoqué aucune inquiétude; on lui retira néanmoins le droit de servir de monnaie, *on le prohiba à l'entrée en Europe*, et, de ce fait, on porta une grave atteinte à la liberté des échanges (*Free Trade*).

Et pourtant, en 1870, c'est-à-dire trois ans avant cette prohibition, il avait été prédit qu'elle serait suivie inévitablement d'une révolution dans les prix, d'une baisse générale des valeurs, de graves souffrances pour l'agriculture, d'un retour à la protection douanière et d'une crise profonde.

C'est cette prophétie de 1870 qui s'est réalisée; la prohibition de l'argent provoque des perturbations d'autant plus injustes et plus profondes, que la baisse des prix n'est pas produite par le développement du travail ou par l'abondance des marchandises, mais par cette cause factice qui a provoqué l'appréciation de l'or et l'abaissement du prix de toutes les richesses.

Aucune variation dans le niveau des prix ne peut être constatée dans les pays à argent.

La dépréciation de l'argent, en Europe, ne provient donc que de l'or qui y est de plus en plus apprécié.

Cette baisse factice des prix, occasionnée par l'appréciation de l'or, est la cause d'inégalités sociales redoutables, de la ruine de notre agriculture, de l'oisiveté de nos industries, de la misère de nos ouvriers et de ce malaise enfin que l'on constate partout.

On s'est appliqué, depuis vingt ans, à rechercher une autre cause; l'on n'en a découvert aucune; aussi n'a-t-on trouvé d'autre remède que le remède monétaire.

En 1892, les États-Unis avaient provoqué une Conférence monétaire internationale à Bruxelles, en vue de rétablir le métal argent.

L'Angleterre se refusa à faciliter ce remède, elle ne voulut pas convenir que la baisse des prix fût le résultat de la rareté et de l'appréciation de l'or, elle se déclara si attachée à l'étalon unique d'or, qu'elle alla même jusqu'à déclarer que, pour le conserver, elle serait prête à *établir l'étalon d'or sans circulation d'or (*) !!!*

(*) « Quant à la question de savoir quel est le remède, quel doit être le système monétaire de l'avenir? J'ai répondu : *l'étalon d'or, même au besoin sans circulation d'or!* »

« Ce dernier système fonctionne déjà dans plusieurs pays, et, en apparence, il remplit sa fonction à la satisfaction des peuples qui l'ont adopté! »

(Discours de M. Bertram Currie délégué du gouvernement anglais à la Conférence de Bruxelles, 2 décembre 1892).

Aussitôt après l'ajournement de la Conférence de Bruxelles, et fidèle à cette idée de se passer d'or après que l'on avait démonétisé l'argent, le gouvernement anglais, préoccupé de ce que la roupie d'argent, au lieu de valoir 24 pence, n'en valait plus que 16, se décida à établir l'étalon d'or aux Indes, dans l'espoir de remédier de la sorte à un état devenu intolérable !

Les monnaies indiennes furent fermées au métal argent, mais l'Angleterre n'avait pas d'or à envoyer ; la situation loin de s'améliorer s'aggrava, l'or devint de plus en plus demandé, la roupie d'argent indienne, loin de remonter, baissa de plus belle, au point, aujourd'hui, de ne plus valoir environ que 12 pence.

C'est contre l'abaissement des prix, contre l'appréciation factice de l'or, contre la baisse et l'instabilité des changes entre les pays à or, qui ne forment que le $\frac{1}{3}$ de l'univers, et les pays à argent, qui en forment les $\frac{2}{3}$, que la Conférence bi-métallique internationale qui vient de s'assembler à Londres, les 2 et 3 mai, était appelée à protester et à réagir.

Le remède qui y a été soutenu consiste à retirer tout simplement les lois passées en Allemagne et dans les pays latins, et à faire ainsi disparaître le mal en faisant disparaître la cause, rétablissant le bi-métallisme, sinon universel, tout au moins assez étendu.

Ce remède paraît se heurter surtout contre une difficulté, c'est l'écart de valeur énorme, de plus de

50 pour cent, créé par l'appréciation factice de l'or évalué en argent.

Il est donc indispensable, pour faire accepter le seul remède trouvé jusqu'ici à la baisse des prix et arriver à augmenter la quantité de monnaies circulant entre les nations, de prouver d'abord que la chose est praticable malgré la baisse énorme de l'argent évalué en or.

Tel est le but poursuivi par la Ligue bi-métallique anglaise, et la principale question qui a été discutée dans la Conférence de 1894.

§ II

LA CONFÉRENCE BI-MÉTALLIQUE DE LONDRES

Quelque opinion qu'on puisse avoir à ce sujet, il est un fait indéniable, c'est que la Conférence de 1894, à Londres, a donné la preuve que la Ligue bi-métallique, fondée il y a 15 ans, a acquis en Angleterre un crédit, une force, une puissance avec lesquels dorénavant il va falloir compter.

Il y a 50 ans, le libre-échange partait de Manchester, renversait les obstacles, s'emparait de l'Angleterre et finissait par s'établir en maître dans toute la Grande-Bretagne, — de même le bi-métallisme, aujourd'hui, venu de Manchester, s'étend en Angleterre, gagne Londres, fait chaque jour de nombreux prosélytes ! Il marche, à n'en plus douter, sur les traces du *Free Trade*.

Les assises du bi-métallisme qui viennent de se tenir les 2 et 3 mai à *Mansion house*, sous la présidence du Lord Maire de Londres, viennent d'en donner la preuve irrécusable !

Des bouts de l'univers, des lettres d'excuses ou de regrets avaient apporté aux organisateurs de cette conférence les souhaits d'une prompte réussite. — Il serait impossible de les reproduire ici ; en voici deux pourtant : l'une de l'Archevêque-primat d'Irlande, Monseigneur William J. Walsh, l'autre du gouverneur de la Banque de France, M. Magnin, qui suffiront à prouver l'intérêt qui s'attachait à cette réunion.

ARCHEVÊCHÉ DE DUBLIN

Dublin, 30 avril 1894.

Cher Monsieur Mac Niel,

« C'est une grande privation pour moi de ne pouvoir assister à la
 » Conférence bi-métallique internationale. Je suis empêché de quitter Dublin
 » par une série d'obligations diocésaines qui exigent inexorablement ma
 » présence ici.

« Je ne me trompe pas en espérant qu'il sera publié un rapport complet
 » des travaux de la Conférence ?

« Bien des personnes attendent aussi anxieusement que moi la publication
 » des discours qui vont être prononcés, et des discussions qu'ils vont
 » provoquer. Il n'arrive pas souvent qu'une grande question de science
 » pratique a l'avantage d'être discutée et élucidée par des experts aussi
 » compétents que ceux qui vont se rencontrer à la Conférence. Là
 » plupart de ces personnes, je puis le dire, connaissent l'art de présenter
 » à leurs compatriotes leurs vues sur les questions controversées les plus
 » complexes dans des termes que tout le monde peut suivre.

« Je suis particulièrement heureux de voir que sir William Houldsworth

» a l'intention de parler de la question qui nous concerne plus particulière-
 » ment en Irlande — les conséquences ruineuses pour les intérêts agricoles
 » de la raréfaction artificielle de la monnaie. — Il est à peine besoin de
 » vous dire que mes vues, sur ce côté de la question, restent intactes et
 » telles que je les ai exposées en détail dans une brochure publiée l'année
 » dernière. Quant à la question de la circulation prise dans son aspect plus
 » général, j'ai uniquement à déclarer maintenant, que l'expérience accu-
 » mulée pendant cette dernière année, de mois en mois et je peux même dire
 » de jour en jour, n'a servi qu'à ancrer plus fortement ma conviction avec
 » une force, irrésistible de ce cas, en faveur du bi-métallisme international.

» L'échec pratique des expériences récentes pour remédier à la difficulté
 » de la circulation — comme cela vient d'être tenté aux Indes — doit sûrement
 » donner le coup de grâce à tout développement de la désastreuse politique
 » doctrinaire en matière de circulation, politique qui s'est si longtemps
 » maintenue en Angleterre, quel que soit le parti qui ait été au pouvoir. A
 » l'exception peut-être de l'argument intéressant qui formera le sujet de la
 » communication de M. Courtney, je ne connais aucun côté de la question
 » qu'il soit plus important de traiter lumineusement, pour l'instruction du
 » public, que celui de l'avilissement de la roupie, les effets de la diminution
 » graduelle de la valeur de l'argent monnayé pour les intérêts des Indes,
 » l'énorme influence du périlleux état de choses ainsi créé, la tentative faite
 » l'année dernière pour résoudre la difficulté par des moyens artificiels,
 » l'échec de cette tentative, échec aujourd'hui suffisamment probant pour
 » tous les observateurs attentifs et pour les auteurs de la tentative eux-
 » mêmes. »

Je reste, etc.

WILLIAM J. WALSH,
 Archevêque de Dublin.

BANQUE DE FRANCE, PARIS

23 avril 1894.

Au Secrétaire général de la Ligue bi-métallique, etc.

Monsieur,

» Je regrette que mon absence m'ait empêché de répondre plus tôt à votre
 » lettre du 11 courant.

» J'applaudis des deux mains à votre résolution de réunir à Londres une

« Conférence bi-métallique internationale. La question de l'argent s'impose
 « chaque jour de plus en plus à l'attention des financiers du monde entier ;
 « elle demande une solution dans l'intérêt général ; elle est intimement liée
 « à la prospérité commerciale et industrielle de toutes les nations.
 « J'ai eu l'honneur de présider, en 1881, la Conférence monétaire inter-
 « nationale qui s'est réunie à Paris, et, en 1889, le Congrès monétaire de
 « l'Exposition universelle. Je suis, par conséquent, un partisan résolu de
 « la réhabilitation de l'argent, et les faits actuels ne peuvent que me
 « confirmer dans ma conviction arrêtée. C'est donc avec sincérité que je
 « souhaite tout succès à votre Conférence ; ses délibérations auront un
 « grand retentissement ; elles contribueront, j'en suis sûr, à l'avancement
 « d'une solution ardemment désirée par tous ceux qui comprennent que la
 « question monétaire est une de celles qui, à l'heure actuelle, doivent être
 « résolues, si l'on veut voir cesser la situation présente, si fatale aux affaires.
 « Je regrette de ne pouvoir m'absenter à cette époque de l'année, mais je
 « me console en sachant que la France sera représentée par mon ami Henri
 « Cernuschi, l'apôtre résolu et éclairé de l'argent, et par mon ami Edmond
 « Théry, directeur de l'*Économiste Européen*, qui a réussi, dans ses
 « récents écrits, à traiter la question avec une autorité qui a frappé tout le
 « monde
 « Veuillez présenter mes excuses aux membres de la Conférence et me
 « croire, etc. »

J. MAGNIN,
 Vice-Président du Sénat
 et Gouverneur de la *Banque de France*.

Parmi les autres lettres qui furent lues en séance, nous pouvons citer celles de MM. de Kardorff, chef de parti au Reichstäg allemand ; Francis Walker, professeur à Boston, professeur Andrews, de Providence, et H.-W. Cannou, de New-York, tous deux délégués des États-Unis à la Conférence de Bruxelles ; professeur Suess de l'université de Vienne, etc., etc.

Le duc de Fife, gendre de S. M. la Reine d'Angleterre, le duc de Norfolk, de nombreux membres de la Chambre des Lords et de la Chambre des

Communes ont suivi les débats. C'est qu'aussi nous avons vu arriver à Londres les représentants les plus autorisés des intérêts importants de l'Empire ; ils s'étaient donné rendez-vous, pour venir décrire les maux et les souffrances provoqués par la question monétaire.

Une série de Professeurs d'Économie politique ont développé, au nom de la science, non seulement la *possibilité*, mais la *nécessité de rétablir au plus vite l'argent* dans son office monétaire, sous peine de voir la crise s'accroître et de voir s'accroître, d'une façon menaçante, la *crise sociale*. — Parmi les hommes de science se trouvaient : le Professeur Nicholson, d'Oxford ; le Professeur William Smart ; le Professeur Foxwell ; le Professeur Milewski, de Cracovie ; le Docteur Otto Arendt, de Berlin et bien d'autres.

M. Gibbs, président de la Ligue bi-métallique anglaise, directeur de la Banque d'Angleterre, chef d'une des plus grandes maisons de la cité de Londres ; le vice-président, Sir William Houldsworth Bart M. P., M. Robert Barclay, président du comité exécutif de la Ligue, représentant deux des plus grandes maisons de Manchester, ont exposé la façon dont agit la crise intense qui frappe l'agriculture et l'industrie anglaises.

Le président des *Trades Unions*, membre de la Commission du travail, M. James Mawdsley, est venu développer, en d'excellents termes, les dangers auxquels

la question monétaire et le refus du bi-métallisme par l'Angleterre exposaient les travailleurs des deux mondes.

Des fonctionnaires et des négociants des Indes, de l'Australie, de la Chine et du Japon, sont venus dire l'impossibilité où ils se trouvaient d'entretenir aucune relation suivie avec la mère patrie ; un secrétaire d'État des Indes, M. Barbour, qui a séjourné 17 ans dans la colonie, est venu expliquer l'état de désespérance dans lequel se traîne cette riche contrée ; elle serait déjà, comme la République Argentine, en état de faillite, a-t'il dit, si l'Angleterre n'avait jusqu'ici payé pour elle ; des Présidents de Chambres de commerce sont venus exposer les désastres causés par le change ; des Présidents de Chambres d'agriculture sont venus déclarer que les terres d'Irlande, d'Écosse et d'Angleterre retournaient en friche, que les agriculteurs réduits à la misère pouvaient être poussés bientôt à l'exaspération du désespoir ; — des industriels, fabricants de coton, de jûte, de fer et d'autres articles, sont venus se plaindre de l'état navrant dans lequel le change avec l'étranger jetait leurs industries. — Tous se sont plaints du ralentissement forcé de la production, de l'obligation où ils se trouvaient de renvoyer leurs ouvriers, et de ce qu'ils étaient amenés ainsi, malgré eux, à accentuer la CRISE SOCIALE !

A ce chorus général de l'Angleterre et des Colonies, sont venus se joindre des représentants de la plupart

des nations d'Europe ; ils ont soutenu à leur tour, au nom de la science, de l'histoire, et des intérêts de l'humanité, les principes du bi-métallisme international.

Les procès-verbaux de ces conférences seront publiés en anglais, les gouvernements du Continent comprendront la gravité des circonstances, ils feront traduire ces documents, ils auront certainement à cœur d'éclairer l'esprit public, de guider le jugement des administrateurs et des législateurs ; la traduction de documents aussi pratiques fera faire à la question monétaire un grand pas, elle pourra hâter la solution de la question sociale ; cette solution, après vingt ans, s'impose à bref délai, l'orage gronde, la tempête souffle de façon menaçante !

La liberté que laisse l'indifférence ne saurait persister plus longtemps ! — Elle deviendrait coupable ! — Il faut prendre parti, les troubles sociaux, les agitations et les tumultes populaires nous laissent présager les terribles orages auxquels déjà nous ne pouvons plus nous soustraire que par une action immédiate !

§ III

LE RIGHT HONOURABLE A.-J. BALFOUR M. P.

Le fait saillant, au point de vue politique, a été l'intervention aux débats de M. A.-J. Balfour, ministre pour l'Irlande sous le dernier ministère du marquis de Salisbury, actuellement leader du parti conservateur au Parlement.

La Conférence, a dit l'honorable M. Balfour M. P., a trois questions connexes à résoudre :

1^o. — *Le bi-métallisme est-il possible ?*

2^o. — *Est-il juste et équitable ?*

3^o. — *Est-il opportun de l'adopter ?*

A ces trois questions, l'éminent ministre d'hier, ministre de demain sans doute, n'a pas hésité à répondre par l'affirmative.

A l'appui de la 3^{me} question, il s'est même déclaré de l'avis du right hon. William Lidderdale, dernier gouverneur de la Banque d'Angleterre; il pense avec lui, que le rétablissement monétaire de l'argent est indispensable, si l'on veut que le commerce du monde se rétablisse enfin, d'une façon solide et durable, sur ses anciennes bases si terriblement ébranlées aujourd'hui.

Une semblable déclaration faite, à Londres même, par un homme politique de l'importance de M. A.-J. Balfour M. P., indique, à n'en pouvoir douter, un revirement sensible de l'opinion publique en faveur du bi-métallisme international.

§ IV

LE RIGHT HONOURABLE LEONARD COURTNEY M. P.

Le fait important, au point de vue technique, a été certainement le mémoire présenté par le right honorable Leonard Courtney M. P. ; il avait pour titre :

« LA POSSIBILITÉ DE MAINTENIR UN RAPPORT ENTRE
» L'OR ET L'ARGENT PAR UNE ENTENTE INTERNATIONALE. »

Pour faire comprendre l'importance de ce mémoire, qui conclut sans réticence dans un sens bi-métalliste, disons qui est M. Courtney, exposons ses précédents dans la question.

En 1886, la Commission qui avait été nommée par le Parlement anglais, pour rechercher les causes de la dépression des affaires en Angleterre (*Depression of*

Trade) n'avait trouvé aucune des origines de cet étrange et profond malaise devenu si intense; — cette Commission avait pourtant acquis la preuve que l'excès de *production* ne pouvait, comme le public le croyait, en être la vraie cause, aussi pria-t-elle la Reine de faire étudier à bref délai, la *question monétaire*, qui lui paraissait devoir être la véritable origine de la baisse des prix; elle ne s'était pas trompée.

La Reine constitua la *Gold and Silver Commission* (*Commission de l'Or et de l'Argent*) composée des hommes les plus spéciaux, les plus remarquables d'Angleterre.

Cette nouvelle commission travailla deux ans; M. Léonard Courtney qui en faisait partie, y fait allusion dans son mémoire, qu'on lira plus loin;

Le rapport de la *Gold and Silver Commission* ne parut qu'en 1888; il reconnaissait que le mal était produit par la démonétisation de l'argent sur le Continent; il indiquait comme remède le bi-métallisme; mais au moment de prescrire ce remède, en conseillant à l'Angleterre de réhabiliter l'argent dans son office séculaire, la commission s'était divisée par moitié, six membres suppliaient l'Angleterre d'adopter le bi-métallisme, six au contraire lui conseillaient pour le moment de s'abstenir; le right hon. Leonard Courtney était l'un des six membres qui conseillaient l'abstention; il était alors partisan déclaré de l'unique étalon d'or pour son pays.

Cinq années plus tard, c'était au mois d'avril 1893, un article paraissait dans la *Nineteenth Century*; dans cet article, M. Léonard Courtney se déclarait ouvertement converti au bi-métallisme, il affirmait que sa conversion était due à la puissance même des faits qui s'étaient déroulés devant lui.

L'importance de cette conversion était grande; les douze membres qui composaient la *Gold and Silver Commission*, s'étaient, avons nous dit, divisés par moitié; dorénavant ils allaient être divisés en sept bi-métallistes contre cinq mono-métallistes; la majorité allait appartenir aux bi-métallistes, l'Angleterre n'allait plus avoir aucune raison plausible pour continuer à ne rien faire. —

Voici un extrait de cette conversion catégorique de M. Léonard Courtney: « Il y a cinq ans, disait-il, je » m'étais joint à mes amis pour déconseiller toute tentative d'établir une entente pour le libre monnayage » de l'argent et de l'or comme étalons monétaires. » — Mon expérience, depuis, a fait des progrès, mes » réflexions m'ont amené à croire qu'une entente de » cette nature serait désirable, qu'elle pourrait être » accomplie sans grands changements, avec avantage » pour l'empire Britannique et pour l'univers. »

C'est le récent converti qui est venu soumettre un mémoire à la discussion de la conférence bi-métalliste de *Mansion house*. C'était le gros événement du jour,

d'autant que son mémoire traitait de l'un des points les plus controversés, les plus discutés, les plus chaotieux du bi-métallisme, *le rapport fixe à établir entre les deux métaux*. — Il n'y a que les hommes de grande valeur pour avoir le courage de rompre avec leurs erreurs ; les petits esprits érigent la persévérance, l'obstination et l'opiniâtreté en vertus civiques !

M. Courtney, en se ralliant au bi-métallisme, en imitant les Émile de Laveleye, les Gibbs et tant d'autres, avait acquis de nouveaux titres à être écouté.

Le public anglais a tenu compte à l'orateur de ces précédents, c'est avec de frénétiques applaudissements qu'il fut accueilli, lorsqu'il vint lire le mémoire qui va suivre :

§ V

MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR
LE RIGHT HON. LEONARD COURTNEY M. P.

DE LA POSSIBILITÉ DE MAINTENIR, PAR UNE CONVENTION BI-MÉTALLIQUE INTERNATIONALE, UN RAPPORT ENTRE L'OR ET L'ARGENT.

La réponse d'un homme de bon sens à la question que j'ai entrepris de discuter doit forcément être négative. « Comment serait-il possible de maintenir un rapport constant de valeur entre deux denrées quelconques. Le prix permanent de l'argent, vous le fixeriez aussi difficilement que celui du pain. Les conditions dans lesquelles l'argent se produit se modifient sans cesse, et, si cela ne suffisait pas, les circonstances de la production de l'or varient aussi constamment. A moins de supposer que ces deux systèmes de conditions différentes, suivront toujours

» la même direction, il doit y avoir une modification
 » perpétuelle dans les circonstances de la production
 » des deux métaux et le prix de l'une, comparé à celui
 » de l'autre, doit toujours changer sur les marchés.
 » Puis, nous savons, de propre expérience, et surtout
 » par l'expérience de nos anciens, par quelles vicissi-
 » tudes a passé la production de l'or ; aussi bien que
 » les vicissitudes subies par l'extraction de l'argent,
 » et comment ces difficultés se sont produites, en des
 » temps divers, avec des intensités variables. Parler de
 » fixer le rapport de l'or à l'argent de 15 à 1 ou 20 à 1
 » ou 25 à 1, n'est pas plus raisonnable que de décréter
 » l'égalité de valeur des deux métaux ou de déclarer
 » que l'or vaudra moins que l'argent. Tout homme de
 » bon sens rirait de ces boutades. Ce sont là des idées
 » surannées de législateurs du passé, de l'époque où les
 » autorités essayèrent de fixer le prix du pain, de la
 » bière, de la viande, ainsi que les salaires des ouvriers.
 » Leurs efforts sont restés infructueux ; ils ont été
 » vaincus par la nature des choses comme nous compre-
 » nons aujourd'hui qu'ils devaient l'être. Les courants
 » libres de la vie journalière suffisent à emporter ces
 » fantaisies bizarres ».

J'ai résumé impartialement la forte présomption qui
 existe contre la possibilité d'astreindre l'or et l'argent
 à un rapport fixe. — Tous nous avons subi à ce sujet
 le dédain de nos amis, parfois déceimment voilé, parfois
 s'affichant hautement. Et l'on doit concéder ces points
 aux moqueurs ; l'opinion qu'ils exposent en dérision
 est un pur paradoxe. Ce n'est pas ce que vous prétendez.

Le vrai n'est pas toujours vraisemblable. Il arrive que les assertions auxquelles semble se heurter le bon sens, constituent des vérités.

Devons-nous en matière monétaire partager les craintes de nos adversaires? Je ne puis l'admettre, ce serait d'abord chose bien étonnante que douze hommes, choisis à raison de leurs connaissances spéciales dans la question et l'ayant étudiée pendant deux années entières, soient arrivés unanimement à la conclusion que, par suite d'une entente, le rapport fixe de l'or à l'argent peut être fixé dans toutes les situations que l'avenir nous réserve. (*)

Le bon sens crie à l'absurdité! Très possible, répondent les douze experts élus. Deux d'entre eux, toutefois, ont éprouvé quelque hésitation de défiance sur la fixité du rapport, bien que ce rapport puisse être établi pour une période assez prolongée; toutefois ces hésitations n'enlèvent rien à la signification de l'entente. La Commission des douze n'était pas d'accord sur la question de savoir si le rapport devait être fixé par une convention internationale. Six de ses membres y étaient favorables; les six autres ne vou-

(*) La *Gold and Silver Commission* nommée par la Reine en 1887 déposa son rapport final en Octobre 1888, il était signé par douze membres: *MM. Herschell, C. W. Freemantle, John Lubbock, T. H. Farrer, J. W. Birch, Léonard H. Courtney*; — *Louis Mallet, Arthur James Balfour, Henry Chaptin, D. Barbour, W. H. Houldsworth, Samuel Montagu.*

Les six premiers *monométallistes*, les six derniers *bi-métallistes*; toutefois les douze membres étaient d'accord sur certains points, M. Courtney en rappelle quelques-uns dans le présent mémoire.

laient pas se prononcer aussi catégoriquement et ces six derniers, tout en refusant de défendre le Bi-métallisme international, émirent un avis raisonné sur son application pratique. Voici cet avis :

« Nous estimons que dans toutes les conditions qui, »
 » raisonnablement, peuvent être envisagées dans l'ave- »
 » nir, et pour autant qu'on puisse les prévoir en se »
 » basant sur les leçons du passé, un rapport fixe pour- »
 » rait être maintenu si les nations auxquelles nous »
 » avons fait allusion (le Royaume-Uni, l'Allemagne, »
 » les États-Unis et l'Union latine) étaient disposées à »
 » accepter le bi-métallisme et à adhérer formellement »
 » au rapport proposé. Nous pensons que si dans tous »
 » ces pays la frappe des monnaies d'or et d'argent était »
 » libre, et que celles-ci pouvaient ainsi être échangées »
 » contre des denrées dans un rapport fixe, la valeur mar- »
 » chande de l'argent comparée à celle de l'or s'établirait »
 » d'après ce rapport et n'éprouverait pas de modifica- »
 » tions sensibles. »

J'ai fait remarquer que les membres du jury qui ont rendu ce verdict, devaient être des personnes compétentes ; que si une ou deux d'entre elles pouvaient être taxées d'étourderie, la majorité n'en était pas moins composée d'hommes graves ; le président, le Lord Grand Chancelier d'Angleterre, ne peut pas être considéré comme un esprit irréflecti. Je puis l'ajouter, j'ai quelque raison de croire que l'expérience des cinq années suivantes a renforcé la confiance que le jury exprimait dans ses conclusions ; de sorte que deux années d'études, suivies de plus de cinq années d'observations interna-

tionales, confirment l'avis de la possibilité d'un lien bi-métallique international.

Je ne sais si ce que je vais dire ajoutera beaucoup à la valeur de ce témoignage. Généralement, les professeurs ne font pas autorité dans le monde des affaires. Les ignorants, avec une obstination admirable, résistent à leur tyrannie.

Si les professeurs dirigeaient l'action nationale, les États-Unis, depuis longtemps, seraient libre-échangistes. Il n'est pas toujours facile de retrouver, dans la législation de la France, l'enseignement de cette grande *catena* d'autorité qui distingue les écoles françaises d'économie politique. Je puis encore affirmer, sur des données précises, que tous les professeurs d'économie politique du Royaume-Uni sont disposés à signer une déclaration, et se préparent à la signer, non seulement en faveur de la possibilité d'une convention internationale bi-métallique, mais encore en faveur de son opportunité. Ils ne sont peut-être pas d'accord sur un rapport déterminé; il peut exister parmi eux des dissidences en ce qui concerne le genre et l'importance des avantages à réaliser, mais ils sont unanimes à désirer qu'un accord intervienne, et, ce qu'ils désirent créer, ils croient pouvoir le maintenir.

Il y a donc là un concours d'autorités suffisant pour que le bon sens revienne sur ses premières conclusions; mais, moins que personne, je ne saurais admettre que cette matière, ou n'importe quelle autre, puisse être

réglée par voie purement autoritaire. Qui donc a amené les commissaires royaux, mono-métallistes comme bi-métallistes, à admettre qu'un rapport international peut être établi ? Il est douteux que tous, au début, aient admis cette possibilité. La base de leur conviction est simple. Ils admettent qu'un rapport stable peut être maintenu, parce que, déjà, il a été maintenu. Ils ont pensé que ce rapport survivrait aux chocs de l'avenir, parce qu'un rapport a survécu aux événements du passé. Après tout, l'épreuve est convaincante : une méthode peut être pratiquée, lorsqu'elle l'a déjà été. Des millions d'arguments peuvent être invoqués pour démontrer qu'un fait déterminé est impossible ; si le fait se produit, que deviennent les arguments ?

On pouvait s'imaginer, il y a cinquante ans, que jamais un steamer ne pourrait faire la traversée de l'Océan Atlantique. Qui donc, aujourd'hui, oserait encore se risquer à émettre pareille assertion ? La commission royale, a établi, comme un fait incontesté et incontestable, que le prix de l'argent comparé à celui de l'or est resté singulièrement stable depuis le commencement du siècle jusqu'en 1873, le prix moyen oscillait autour de 60 pence à l'once, 59 pence étant à peu près la cote la plus basse et 61 5/8 la plus haute.

Depuis 1873, nul ne l'ignore, une baisse à peu près continue s'est produite, de sorte que, aujourd'hui, le prix

de l'argent est de 29 à 30 pence à l'once, soit précisément la moitié du prix si singulièrement maintenu pendant plus de soixante-dix ans. Quelques-unes de ces années de stabilité entre l'or et l'argent étaient des années de guerres et de révolutions politiques, et pendant environ trente de ces années, les conditions de production des deux métaux ont été absolument l'inverse de ce qu'elles avaient été pendant les quarante et plus d'années qui précédaient; et pourtant le prix de l'argent était atteint dans des proportions insignifiantes. La signification de ce dernier fait mérite une attention toute spéciale.

Jusqu'au moment de la découverte de l'or en Californie et en Australie, la valeur de tout l'argent produit dans le monde dépassait de beaucoup la valeur de tout l'or; dans les premières décades, elle était du triple, dans les autres décades, du double environ. C'est alors que les grandes découvertes d'or se sont produites, et la production de l'or fut plus que décuplée; les productions des métaux étaient renversées. Antérieurement la quantité d'argent équivalait à trois fois celle de l'or; à cette époque celle de l'or équivalait à trois fois la quantité de l'argent. On se souvient encore des alarmes causées par la production immense de l'or. La Hollande démonétisa ce métal. M. Michel Chevalier, dans un livre que M. Cobden apprécia au point de le traduire en anglais, attira l'attention sur le péril menaçant la société. La situation justifiait cette anxiété. Le bouleversement des

quantités était complet; personne ne pouvait dire comment se liquiderait la situation. La production de l'or pouvait s'accroître graduellement, la France pouvait en être engorgée; elle pouvait voir disparaître son argent, jusqu'à ce que, à la fin, le rapport soit rompu et les années futures frappées par une dépréciation au lieu d'une plus-value de l'or. Ceci n'arriva pas. L'épreuve avait été pénible, mais le danger a été surmonté. Après une vingtaine d'années, la production de l'or baissa, celle de l'argent augmenta, bien que — chose très intéressante — la masse de l'argent produit n'ait jamais atteint les proportions de la masse d'or qui était extraite à l'époque de la découverte de l'or. Mais, soit que l'or ou l'argent prissent l'avance, le prix de l'argent comparé à l'or se maintint constamment, à bien peu de chose près, à soixante pence l'once, jusqu'à ce que, en 1873, se produisit un fait, qui n'avait aucune relation directe avec l'approvisionnement des métaux.

L'Allemagne démonétisa l'argent, et les monnaies de France et de l'union latine, qui pratiquaient librement la frappe de l'argent et de l'or, sous l'empire d'une loi autorisant les débiteurs à payer leurs dettes en argent ou en or, dans la proportion de 15 1/2 d'argent valant 1 d'or, furent fermées à la frappe de l'argent; le prix de 60 pence à l'once, correspondant à ce rapport, et qui s'était maintenu intact à travers toutes les vicissitudes de production d'argent ou d'or, commença à vaciller; il baissa, et cette baisse continue encore aujourd'hui.

Après des expériences de ce genre, il n'est pas étonnant que les commissaires royaux, qui redoutaient le bi-métallisme, aient été encouragés à exprimer l'avis qu'un rapport bi-métallique pourrait être établi avec espoir de stabilité. On ne croyait avoir aucune raison d'appréhender dans l'avenir des changements plus considérables dans la production des métaux précieux, qu'il ne s'en était produit dans le passé, et, de fait, les changements qui se sont opérés dans les découvertes d'argent n'ont pas eu l'importance de ceux résultant des découvertes des champs d'or ; et si un accord international d'ordre limité avait résisté à une épreuve aussi redoutable, un autre accord plus important pourrait braver l'avenir. Il est trop tard pour nier la possibilité de ce fait : ce qui s'est produit dans le passé pourra se produire dans l'avenir.

Peut-on admettre que Lord Herschell et ses collègues, qui ne favorisaient pas le mouvement en faveur du bi-métallisme, aient été téméraires dans leurs déductions basées sur l'expérience du siècle ? Un seul critique de haute valeur et de réelle autorité secoue tristement la tête, en constatant leur imprudence. M. Giffen défend sa thèse avec une ardeur et un courage dignes de notre plus haute admiration. Il admet que, pendant une longue série d'années, le prix de l'argent n'a oscillé que légèrement autour de 60 pence à l'once ; il ne nie pas que ce prix corresponde au rapport de 15 1/2 à 1 ; mais il ajoute que *jamais la France n'a été réellement*

un pays bi-métalliste. « C'était l'une fois une contrée
 » employant l'argent et accordant une prime à l'or et
 » une autre fois un pays employant l'or avec une prime
 » pour l'argent; en conséquence, jamais elle n'a possédé
 » les réserves nécessaires pour la mettre en état de
 » garantir la stabilité du marché de l'argent. Si l'argent
 » était stable et si le point fixe de sa valeur chez nous
 » correspondait au rapport français, nous ne devrions
 » pas conclure à la corrélation de la cause et de l'effet
 » entre le rapport et la stabilité. Jamais *post hoc, ergo*
 » *propter hoc* n'a été un argument sérieux. On ne peut
 » établir que le rapport produise son effet avant de
 » savoir comment il opère ». Voilà, me semble-t-il, sur
 ce point, un exposé exact de la position prise par
 M. Giffen; je puis constater immédiatement que pendant
 qu'il combat l'explication du phénomène de stabilité que
 nous étudions, je n'ai jamais pu obtenir qu'il me
 fournisse une autre explication.

Il est exact que, jusqu'en 1847, la France a usé de
 l'argent d'une manière prédominante, mais, à côté de la
 frappe d'argent, il y a toujours eu une frappe d'or, et
 M. Giffen publie lui-même un tableau prouvant que, de
 1821 à 1847, la frappe de l'or formait la dixième partie
 de la frappe totale. Le fait que la proportion de valeur
 s'est maintenue avec une stabilité inaltérable, ce fait a
 donné à la France le caractère et les pouvoirs d'une
 nation bi-métalliste.

Jamais un homme n'exerce, sur ses deux pieds, une

pression absolument égale, sauf aux moments de transition, mais il maintient son équilibre en calculant et en comptant sur les deux. La France s'est plus appuyée sur l'argent que sur l'or, mais l'un et l'autre métal ont pris la route de la Monnaie française et, aussi longtemps qu'ils y ont été monnayés, le rapport établi entre eux en France a déterminé le prix de l'argent en Europe. Il est surprenant qu'un seul pays ou, commercialement parlant, un pays relativement limité ait pu créer une pareille situation, mais étendez l'entente de manière à y enfermer les grandes nations commerciales du monde, et la difficulté théorique disparaît. Le rapport fixé par une pareille union, suffirait à assurer les conditions d'une convention profitable, dans toutes les parties du monde, quoi que puissent donner les mines de l'un ou de l'autre métal.

Si l'or et l'argent ne servaient qu'à la fabrication de la monnaie, afin d'établir les valeurs et de payer les dettes, le *modus operandi* serait bien simple. Supposons admis le rapport de 25 à 1, il s'en suivrait que dans une mine, exactement à la limite de l'exploitation profitable, la production de l'argent, étant donnée l'égalité de capital et de travail dépensé, devrait être vingt-cinq fois aussi grande que la production de l'or dans une mine exploitée dans des conditions similaires, avec des procédés similaires. La limite elle-même serait déterminée par la demande du métal pour la fabrication de la monnaie, et au delà de cette limite,

il existerait des mines profitables des deux métaux, alors que l'exploitation des mines à la limite exacte serait basée sur le rapport indiqué. Si le rapport était établi assez haut pour que l'argent ne puisse être extrait d'une façon rémunératrice, le travail serait suspendu dans les mines d'argent et la production de l'argent cesserait ; s'il était fixé assez bas pour que l'or ne puisse être obtenu avec bénéfice, les mines d'or fermenteraient ; mais, entre les deux extrêmes, beaucoup de rapports pourraient être établis et si l'on établissait un rapport correspondant à ce qui peut s'appeler les conditions normales de l'extraction de l'or et de l'argent, les deux métaux pourraient être produits dans de bonnes conditions et être appelés au monnayage.

Les conditions théoriques du problème sont rendues plus complexes par cette considération que l'or et l'argent sont employés à d'autres usages qu'à la fabrication de la monnaie, mais, sans être sensiblement modifiées par cette considération. Il va de soi que, si l'argent était réadmis librement comme monnaie, avec son rapport marchand actuel, par les nations commerçantes, la production de l'or ne cesserait pas ; la diminution de la production et de la frappe d'or serait même peu sensible ; même, si on attribuait à l'argent une valeur plus élevée que le prix de marché actuel, l'or ne serait pas écarté complètement ; sa production diminuant, les mines d'or, à production dispendieuse, fermenteraient. Par la dépréciation de la valeur, comme monnaie, de l'or relativement à celle de l'argent, on

pourrait arriver à cette situation que l'or ne passe plus à la monnaie et ne soit plus produit et employé que dans des buts artistiques; en dépréciant la valeur de l'argent, on pourrait arriver au point de voir soustraire complètement ce métal à la frappe; mais, entre ces deux extrêmes, il faudra choisir les rapports que la raison impose et dont la stabilité est garantie par l'expérience, même si les conditions de la production des métaux, *inter se*, étaient profondément modifiées.

La croyance qu'une entente internationale pourrait s'établir et pourrait rester permanente, peut être conçue sans corrélation avec la conviction que l'essai doit être tenté. Les mono-métallistes de la Commission royale, tout en n'étant point disposés à recommander une action internationale, ont admis la possibilité d'établir un rapport fixe. On peut citer un autre exemple. Jamais, peut être, mono-métalliste plus convaincu ne s'est trouvé que lord Bramwell; mais, dans son témoignage devant la Commission royale, il a établi la possibilité d'un accord international et il l'a établie avec la vigueur et la droiture qui le caractérisent. Quelques années auparavant — ceci remonte au mois de mai 1881 — il avait exprimé le même avis dans une lettre adressée au *Times* et dont la signature bien connue, B., indiquait clairement l'auteur.

En ce qui me concerne, J'AI INDIQUÉ AILLEURS LES

RAISONS QUI M'ENTRAÎNENT A JUGER DÉSIRABLE UNE ENTENTE INTERNATIONALE ET A DEMANDER QU'UNE TENTATIVE SOIT FAITE EN CE SENS, mais le but de ce Mémoire est absolument indépendant de cette conclusion. Il n'a pas davantage pour objet la défense d'un rapport déterminé ; ce mémoire et ma présence même à cette Conférence doivent être considérés comme ne m'engageant à rien au delà de ce que j'ai expressément écrit.

§ VI

DISCOURS DE M. ALPHONSE ALLARD

MYLORD MAIRE,
MYLORDS,
MESDAMES & MESSIEURS,

Après les orateurs éminents que vous venez d'entendre, j'ai mauvaise grâce de prendre la parole devant une aussi imposante assemblée.

Je m'excuse de ne pouvoir me servir de votre langue si expressive, si virile et de devoir parler en français, je tâcherai de ne pas abuser de votre attention.

Je désire appuyer ce que le très honorable M. Courtney vous a dit, de cette singulière prétention que les mono-métallistes cherchent à répandre, qu' « IL SERAIT »
» DEVENU IMPOSSIBLE DE RÉTABLIR LE RAPPORT FIXE

” QUI A TOUJOURS EXISTÉ JUSQU’ICI ENTRE L’OR ET
” L’ARGENT ET CELA A CAUSE DE LA BAISSÉ ÉNORME QU’A
” SUBIE CE DERNIER MÉTAL. ”

Si le métal argent exprimé en or a baissé de valeur, M. Courtney nous l’a dit, c’est parce qu’en 1873, on a fait des lois en Europe pour abolir le rapport fixe qui existait entre l’or et l’argent. Quand on s’est imaginé de faire ces lois, le métal blanc n’avait pas baissé ; la baisse n’a donc été provoquée que par des lois écrites, elle n’est qu’une œuvre factice de l’homme, et non pas l’œuvre fatale de la nature à laquelle il n’y aurait rien à faire. S’effrayer de cette baisse de l’argent avec MM. les mono-métallistes, ce serait agir à peu près comme ces enfants qui font de grandes ombres sur un mur et qui s’en effrayent eux-mêmes.

Ce que je désire exposer, Mylord Maire, c’est que, malgré la baisse de l’argent, le rapport fixe entre l’or et l’argent est possible à rétablir, qu’il a toujours existé, qu’il s’imposera à la civilisation actuelle malgré les efforts contraires, et enfin, que si nous tardons, nous sommes menacés de plus grands maux encore que ceux que nous avons soufferts jusqu’ici.

Nous appartenons à un siècle dans lequel la vapeur et l’électricité précipitent à ce point notre vie, que nous avons à peine le temps de lire un livre, une revue, ou même un article de journal ; on se demande même si l’on a encore le temps de penser ? Vous voudrez bien

m'excuser, si je dois pourtant entrer dans certains détails indispensables à un sujet si vaste.

Les solutions simples sont acceptées aujourd'hui avec une telle facilité, que les études monétaires s'en trouvent faussées.

Voici cinq points que l'on a répandus dans le public ; ils sont simples, mais ils ne sont cependant que d'affreux paradoxes :

1. — *Il faut un seul étalon de la valeur ;*
2. — *Il ne faut qu'un seul métal monétaire ;*
3. — *Il faut supprimer l'argent parce qu'il a baissé ;*
4. — *Il faut établir l'unique étalon d'or parce qu'il est invariable ;*
5. — *Il est impossible enfin de lier, par un rapport fixe, un métal qui varie à un autre qui ne varie pas.*

Je pense bien que je reproduis ici les arguments de MM. les mono-métallistes, tels que je les ai entendus se produire à la Conférence de Bruxelles, il y a deux ans (en 1892).

C'est leur façon simple de résoudre, sans aucune lecture, sans aucune étude, sans autre explication, par simple empirisme, la question monétaire. Nous devons combattre de pareils procédés et de pareilles affirmations non seulement au nom de la *science*, mais au nom de l'*histoire*, au nom du *progrès*, au nom de l'*humanité* !

1°

« IL NE DOIT Y AVOIR, PRÉTEND' ON, QU'UN SEUL
» ÉTALON INVARIABLE DE LA VALEUR.

J'ai souvent entendu répéter cette phrase, j'ai consacré beaucoup de temps à tâcher de comprendre l'idée qu'elle pourrait bien vouloir exprimer; elle n'a jamais à mon esprit représenté autre chose qu'un son creux, très sonore sans doute, mais ressemblant assez au son d'un tambour.

La valeur d'une chose, c'est la quantité de monnaie qu'on donne. — Si la monnaie est rare on en donne peu, — si la monnaie est abondante on en donne beaucoup, — d'où il ressort que les valeurs des marchandises, aussi bien que la valeur de la monnaie, varieront toujours et sans cesse, aussi bien avec un qu'avec deux métaux.

Si toutes les valeurs sont toujours variables, toujours changeantes, comment dans ces flots mouvants, je le demande, trouvera-t' on ce mythe, qui n'a jamais existé : *un étalon invariable de la valeur* ?

Il est bien évident qu'il n'y a pas lieu d'attacher de l'importance à la première des cinq propositions; il n'y a jamais eu, il ne peut y avoir un étalon invariable de la valeur, on ne mesure pas entr'elles des choses élastiques et variables.

Passons, si vous le voulez bien, à la seconde affirmation.

2°

« IL NE FAUT, NOUS DIT'ON, QU'UN SEUL MÉTAL
» MONÉTAIRE. »

On peut bien affirmer de pareilles choses, mais lorsqu'il s'agit de les mettre en pratique, c'est plus difficile, on se heurte contre une impossibilité matérielle.

Comme le disait M. Dana Horton, à la Conférence monétaire de 1878 : « Je puis bien dire, et même » écrire, que je serais très charmé de perdre un pied de » de ma taille, mais qui me donnera le moyen d'y » arriver ?

Voilà vingt ans que les peuples de l'Europe ont décidé de n'avoir plus qu'un seul métal, et de ne plus se servir d'argent, — ils ont cru pouvoir diminuer la quantité de la monnaie en circulation, mais jamais il ne sont parvenus à se défaire de l'argent en cours. Il ne suffit pas d'écrire de pareilles lois, pour changer la nature des choses et pour modifier la société telle qu'elle est établie depuis de longs siècles ; rappelons à ce propos cet ancien adage de droit, qui dit : « *que les lois sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses* (Montesquieu).

Aucune des nations du Continent qui ont écrit cette loi de démonétisation de l'argent n'est encore parvenue ni à se défaire de ce métal, ni à s'en passer, et cepen-

dant elles y travaillent depuis tantôt un quart de siècle; c'est que la nature même s'oppose à ce qu'il en soit ainsi. — Vingt années pour essayer, sans résultat, de démonétiser l'argent ! N'est-ce donc pas suffisant ?

Cette expérience va-t' elle durer éternellement ?

Le temps n'est il pas la preuve évidente que le mono-métallisme d'or n'est qu'un rêve et qu'à lui seul, l'or est insuffisant ; somme toute, la rareté monétaire n'a abouti jusqu'ici qu'à une baisse de tous les prix, à une crise intense; continuer l'expérience aboutirait certainement à un désastre. Il est prouvé aujourd'hui que l'on n'arrivera jamais à supprimer la monnaie d'argent; ne sait on pas que les $\frac{2}{3}$ de la population du globe ne se servent que de ce métal ?

3°

« IL FAUT SUPPRIMER L'ARGENT, DIT' ON, PARCE QU'IL A
» BAISSÉ DE VALEUR ET CONSERVER L'OR SEUL EN CIRCULATION,
» PARCE QU'IL EST INVARIABLE !

Ici, Messieurs, l'erreur est double ; il importe d'autant plus de la combattre avec énergie !

C'est sur cette affirmation erronée que s'appuient les mono-métallistes ; nous pouvons le leur prouver, — les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune l'ont montré clairement, — c'est l'or seul qui a augmenté de prix ! Quant à l'*argent*, il n'a fait que suivre le sort de toutes les autres *marchandises*, il a baissé, ni plus ni moins

que le *grain*, que la *soie*, que la *laine*, et que toutes les *autres richesses* de l'univers !

Cette méprise persistante à ne pas vouloir convenir de la hausse de l'or et à n'apercevoir que la baisse de l'argent, fait penser à l'illustre mathématicien italien du 16^e siècle, Galilée, et à la peine qu'il a eue de prouver à ses contemporains que c'était la terre et non le soleil qui tournait ; notre peine est la même, il nous faut faire comprendre que c'est l'or qui a monté et non pas l'argent qui a baissé de valeur, qu'en d'autres termes, la maladie contre laquelle nous luttons, à laquelle il faut un remède, c'est la *hausse de l'or* ; je souhaite aux Galilées modernes, de faire bien comprendre que la vraie maladie est la hausse de l'or.

Il y a plus de onze années que ce phénomène d'ailleurs a été signalé par l'un de vos plus grands financiers, l'un de vos plus éminents hommes d'État M. Geo Goschen, à la « *Bankers Institute*. » C'était en 1883, il a résumé sa pensée en quelques mots admirablement expressifs :

« *Heureux, disait-il, ceux qui posséderont des livres sterling d'or,* »

« *Malheureux par contre, ceux à qui il restera des marchandises ou des richesses à vendre.* »

On commence aujourd'hui à comprendre combien cette vérité dite il y a onze ans était vraie ; on commence à comprendre que les capitalistes et les rentiers ont moins à souffrir de la baisse des prix que les

producteurs de marchandises et les ouvriers, il devient clair pour tout le monde que la question monétaire amène la protection douanière et la guerre sociale.

On trouve, il est vrai quelques endurcis ; c'est surtout parmi les plus vieux de la plus vieille école, qui affirment bravement qu'il y a bien assez d'or, ils en donnent pour preuve l'*abondance des encaisses des Banques*, sans se préoccuper en aucune façon que cette abondance même provient de ce que l'on fait de moins en moins d'affaires.

Supposez que vous enleviez la moitié des chevaux aux omnibus de Londres, le service s'arrêtera, c'est certain, allez alors aux écuries et dites-moi, si vous n'y trouverez pas beaucoup de chevaux ? — Les encaisses des Banques de l'Europe sont les écuries où va se réfugier l'or qui est devenu inutile parce que les affaires ne *vourent* plus ; — la présence de cet or est un signe de calamité publique ! Les mono-métallistes sont les coupables, ils n'ont pas de motif de s'en vanter !

L'or est le sang social, il doit circuler dans les canaux du commerce et transmettre à la société l'énergie et la vie ; quand il s'arrête, craignez des accidents prochains, c'est l'apoplexie ou l'anémie qui menace ! Ici, Mylord Maire, c'est l'anémie qui gagne du terrain !

Il ne peut plus être douteux, que la démonétisation de l'argent a provoqué la rareté monétaire et la baisse

des prix et que le seul remède, reconnu depuis vingt ans, se trouvera dans une entente internationale pour la restauration de l'argent dans son ancien office monétaire, comme avant 1873, c'est-à-dire, avec une proportion fixe de valeur entre les deux métaux.

4°

« IMPOSSIBLE, NOUS DIT'ON, D'ÉTABLIR UN LIEN DE
» VALEUR FIXE ENTRE L'ARGENT, QUI A BAISSÉ ET VARIE
» A TOUTE HEURE, ET L'OR, CE MÉTAL ESSENTIELLEMENT
» FIXE ! »

C'est là une impossibilité qui n'existe pas et contre laquelle protestent les faits ! Cette impossibilité n'existe que dans l'imagination de nos contradicteurs.

D'abord, nous a dit avec beaucoup de justesse le Right Hon. Léonard Courtney dans son très lumineux mémoire, comment déclarer impossible un fait qui a toujours existé ?

Il y a cent ans, on pouvait déclarer impossible de traverser l'Atlantique — ; on aurait beau le déclarer impossible aujourd'hui, le fait n'en existerait pas moins.

Non seulement toutes les nations d'Europe emploient l'argent comme monnaie libératoire, mais elles l'emploient dans une proportion fixe avec l'or, encore bien même que, depuis un quart de siècle, elles aient toutes décidé de ne plus se servir d'argent !

Les mono-métallistes prétendent, il est vrai, et la chose est extraordinaire, qu'il serait inadmissible que les peuples réunis en Conférence établissent un lien fixe de valeur entre l'or et l'argent, tandis que chacun, chez lui, conserve ce lien intact depuis un quart de siècle; les *thalers* en Allemagne, les *5 francs* chez les peuples latins, les *florins* en Autriche, les *drachmes* en Grèce, les *piastres* en Espagne, les *roubles* en Russie sont autant de monnaies différentes d'argent liées par un lien fixe de valeur à la monnaie d'or; elles continuent à servir dans tous ces pays de monnaie libératoire pour toutes sommes! Si on offrait ces monnaies comme lingots d'argent, il en faudrait 32 kilogr. pour valoir 1 kilogr. d'or, tandis que, comme monnaies, elles circulent sur pied de 15 k. 1/2 environ pour 1 kilogr. d'or, c'est-à-dire au double de leur valeur.

Ce que vous faites, chacun chez vous, pourquoi donc ne pourriez-vous le faire tous ensemble, par accord international? je le demande.

Le cours de la monnaie d'or n'est après tout, lui aussi, qu'un cours forcé par la loi; pourquoi donc le cours de toutes ces monnaies d'argent, circulant avec plein pouvoir libératoire en Europe, ne pourrait-il pas, lui aussi, être de même rendu obligatoire? Et pourquoi ne pourrait-on pas ouvrir de nouveau les hôtels des Monnaies à l'argent comme anciennement?

M. Courtney nous a dit que M. Giffen, l'éminent membre du *Board of Trade* à Londres, commettait

l'erreur de croire que *la France n'aurait jamais été bi-métalliste.*

Permettez-moi de vous donner tout au contraire la preuve que *l'Angleterre l'a toujours été.*

On croit, en effet, assez volontiers ici que depuis 1816 et conformément aux principes de Lord Liverpool, l'Angleterre était mono-métalliste.

En droit, c'était peut-être vrai, en fait, c'est une erreur. — L'Angleterre a en réalité profité, jusqu'en 1873, du lien qui existait en France entre l'or et l'argent dans le rapport de 1 à 15 1/2, elle utilisait le bi-métallisme sans lequel elle n'aurait jamais pu vivre.

Recevait-elle de l'argent des colonies? Elle envoyait cet argent à la Monnaie à Paris, elle retirait de l'or, le portait à Londres pour fabriquer des souverains.

Avait-elle au contraire à remettre de l'argent aux Indes? Elle envoyait son or à Paris, elle prenait des pièces de cinq francs d'argent à cours fixe, elle les envoyait aux Indes; c'est ce qu'elle n'a pas cessé de faire entre 1851 et 1868.

Voilà, Messieurs, ce que l'on appelle le mono-métallisme de Lord Liverpool; vous voyez qu'il reposait tout entier sur le bi-métallisme français.

Jusqu'en 1873, l'Angleterre a donc pu impunément rester mono-métalliste en *droit*, parce que, en *fait*, la France lui fournissait les avantages du bi-métallisme;

l'Angleterre profitait du rapport fixe qui existait entre l'or et l'argent de l'autre côté du détroit (1) !

Après 1873, alors qu'on n'avait plus en France ce rapport fixe entre les deux métaux, l'Angleterre entra, mais elle n'y entra seulement qu'alors, dans le monométallisme de *droit* et de *fait*, tel que l'avait entendu Lord Liverpool.

Nous n'avons pas à rappeler ici la crise qui a com-

(1) M. Ernest Seyd, a bien voulu me fournir à l'appui de cette thèse le texte intéressant d'une clause bi-métallique qui était introduite dans tous les baux anglais depuis 1816 jusqu'en 1873, — tellement le peuple anglais comprenait que le bi-métallisme lui était indispensable ; voici cette clause :

COPIE D'UNE « SILVER CLAUSE » EXTRAITE D'UN BAIL SIGNÉ PAR SIR JOHN WILLIAM RAMSDEN, BARONNET A LA DATE DU 26 MARS 1873 (cette clause provient des papiers de MM. Mills & C^e solicitors, Huddersfield).

Vu ce qui précède il est convenu et déclaré par les présentes que si et dans quelque temps que le dit sir John William Ramsden ou ses ayants-droit ou toute autre personne ou personnes ayant droit en ce moment comme réversion ou réversibilité à date fixe comme dit plus haut : ainsi il juge à propos que lui ou eux puissent exiger qu'au lieu du loyer dû à quelque jour fixé dans les présentes pour le payement du dit loyer étant payé en monnaie britannique légale, le susdit preneur à bail, ses exécuteurs testamentaires, administrateurs ou ayants-droit remettront soit à lui soit à eux en payement de la dite rente autant d'argent au titre d'étalon de la monnaie fixé actuellement par la loi, c'est-à-dire au taux d'une once (douzième de la livre) d'argent pour cinq shillings et trois pence pour le loyer indiqué dans les présentes ; et que l'argent ainsi demandé sera perçu en conséquence et sera reçu pour l'intégralité du loyer au sujet duquel il a été versé.

Et plus loin : Que si, et dans quelque temps que ce soit, l'argent ainsi réclamé n'est pas dûment versé en conséquence dans les vingt et un jours après la date fixée pour le versement, le dit sir John William Ramsden, ou ses ayants-droit ou l'autre ou les autres personnes ayant des titres, à cette époque de réversion ou de réversibilité, comme il est dit ci-dessus, pouvant en recouvrir la valeur en monnaie britannique légale conformément au prix monétaire de l'argent au jour auquel le loyer au sujet duquel il est dû est devenu exigible, de la même manière et à tous égards et ils auront le même droit de récupération pour non-payement du susdit loyer que si cette valeur était le loyer réservé ci-dessus et rendu payable à ce jour.

Et plus loin : Que si, et à quelque moment il était nécessaire, dans un but d'essai, de vérifier la valeur de l'argent quelconque substitué au loyer ci-dessus réservé, le dit sir John William Ramsden ou ses ayants-droit, ou une autre ou d'autres personnes possédant à cette époque des titres de réversion ou de réversibilité, pourront faire vérifier la teneur du susdit argent et le déterminer dans le but de semblable essayage par une personne compétente et honorable donnant son avis par écrit et sous sa signature.

mencé, depuis lors ; voilà bientôt un quart de siècle qu'elle dure, elle n'est pas près de finir, et si l'on ne parvient pas à rétablir un rapport fixe entre les deux métaux, l'on se demande avec inquiétude comment cette crise pourra finir !

5°

DEPUIS SON ORIGINE LA CIVILISATION S'EST SERVIE DES DEUX MÉTAUX AVEC UN RAPPORT FIXE DE VALEUR ENTRE EUX.

Ces questions sont loin d'être aussi neuves qu'on le pense, elles sont aussi vieilles que le monde, il y a 3000 ans elles étaient déjà discutées. Je parle à des chrétiens qui connaissent les livres saints.

Vous savez tous, sans doute, que le plus sage de tous les monarques, le roi Salomon, s'est heurté, il y a 3000 ans, contre les mêmes difficultés que celles devant lesquelles l'Angleterre se trouve en ce moment ; il s'agissait aussi pour Salomon du commerce avec l'Inde.

Le fait m'a paru assez extraordinaire pour vous le rappeler, il a été établi par les curieuses recherches d'un de vos savants les plus illustres d'Oxford, votre célèbre philologue M. Max Muller.

L'Écriture sainte rapporte, dans le livre des Rois, que Salomon avait la flotte de *Tharsis*, flotte au long cours, qui rapportait à Jérusalem de l'or et de

l'argent, mais aussi de grandes richesses provenant des Indes (Ophir), parmi lesquelles de l'*ivoire*, des *singes* et des *paons*, mots écrits en sanscrit, langue des Brahmanes, trahissant sans erreur possible leurs origines indiennes. Aussi Salomon avait-il à se préoccuper, lui aussi, de la question de l'argent; il nous le dit dans son livre des Rois :

« *L'argent n'était pas plus prisé que les pierres à Jérusalem.* » (Rois liv. I, ch. X, vers. 27.) Le roi Salomon se trouvait dans la situation de l'Angleterre aujourd'hui, il se préoccupait de la baisse de l'argent.

Que fit ce roi si sage ?

Jamais il ne songea, comme Lord Liverpool, à démonétiser l'argent, il nous le dit lui-même (Rois liv. I, ch. X, vers. 25), il recevait ses impôts *en or et en argent* et cela, Mylord Maire, malgré la dépréciation de l'argent, — il faisait donc ouvertement, il y 3000 ans, acte de bi-métallisme, — il comptait sur les richesses qu'il pourrait retirer des Indes avec cet argent, il comptait surtout sur l'activité de son grand commerce pour l'indemniser.

Déjà à ces époques reculées un rapport fixe existait entre les deux métaux. — Dans cette salle même de « *Mansion house*, » au mois de février 1889, votre illustre professeur d'Oxford, M. Max Muller, exposait à ce sujet ses brillantes et savantes découvertes philologiques; — il nous apprenait qu'à Babylone il existait des pièces d'or du poids de vos livres sterling, il

nous disait que cette livre sterling d'or de cette époque, ce schekel d'or, se subdivisait en vingt schekels d'argent (j'allais dire schelling, tant les noms mêmes se ressemblent); le savant Docteur est arrivé à établir, que le rapport fixe entre la valeur de l'or et celle de l'argent était, il y a 3000 ans, de 1 à 13 $\frac{1}{2}$; vous voyez que là encore la différence n'est pas grande avec nos monnaies d'aujourd'hui. Vous conviendrez, Mylord Maire, qu'il est fort curieux de voir, il y a 3000 ans, le roi Salomon se préoccupant de la baisse de l'argent, au point de vue des Indes, comme l'Angleterre aujourd'hui.

Il est tout aussi curieux de constater que le bi-métallisme de ce temps-là a résisté à la baisse de l'argent qui sévissait à Jérusalem, que le roi Salomont continuait néanmoins à recevoir ses *impôts en argent*, que la livre sterling anglaise date de ces temps reculés, et qu'enfin l'or avait un rapport fixe avec l'argent de 1 à 13 $\frac{1}{2}$; il n'y a donc rien d'étonnant à entendre d'éminents hommes de science, comme les professeurs illustres que nous avons entendus, d'éminents politiques, agriculteurs et industriels venir ici demander aujourd'hui de rétablir le bi-métallisme en Angleterre, puisqu'il existait, il y a 3000 ans, sous le règne de Salomon. — La seule chose qui soit nouvelle aujourd'hui c'est le mono-métallisme et, comme le leur disait un jour M. Goschen, les mono-métallistes ont toujours oublié d'expliquer les bienfaits qu'ils attendent de leur théorie.

Depuis la conférence monétaire de Bruxelles en 1892, deux continents attendent de l'Angleterre le signal d'une nouvelle conférence, seul espoir de sauver l'humanité des maux qu'elle subit.

Que faudrait-il à l'Angleterre pour en agir ainsi? Suivre simplement l'exemple donné, il y a 400 ans, par l'un de ses rois, Édouard IV, en 1469.

Ce précédent vient d'être découvert par M. Alphonse de Witte, le savant secrétaire de la société de numismatique de Belgique, — il est des plus curieux, il prouve qu'au xv^e siècle l'Angleterre et la Belgique avaient toutes deux compris déjà les services que pouvaient rendre les conventions monétaires.

Édouard IV d'Angleterre et Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, qui régnait sur les Flandres, très inquiets l'un et l'autre, de la rareté de la monnaie, de la baisse des prix qu'elle avait provoquée, du tort que cette baisse infligeait, alors comme aujourd'hui, à la richesse publique, très désireux tous les deux de soulager l'agriculture, l'industrie et le commerce des deux pays, s'accordèrent pour réunir à Bruges en 1469 la première Conférence monétaire qui ait jamais existé.

A la suite de cette Conférence, l'Angleterre et la Belgique signèrent à Bruges en 1469 une Convention bi-métalliste qui donnait cours obligatoire et forcé, dans les deux pays, à 27 pièces différentes d'or et d'argent.

Les deux pays, heureux des bons résultats de cette

entente renouvelèrent de nouveaux traités monétaires en 1499 et en 1520.

Ne pouvons-nous pas nous demander, Mylord Maire, et Messieurs, si l'Angleterre, s'inspirant de ces différents exemples historiques, n'arrivera pas avant peu à prendre l'initiative d'une nouvelle Conférence monétaire internationale. — L'univers tout entier lui en serait reconnaissant !

VI

LA CIVILISATION S'EST TOUJOURS SERVIE DES DEUX MÉTAUX ET LORSQU'ON A ESSAYÉ DE SE PASSER DE L'UN D'EUX, ELLE A TOUJOURS ÉCHOUÉ.

Le plus mémorable essai de ce genre est celui de Mirabeau, en l'an III de la République française ; il fit adopter par la Convention un système monétaire basé sur l'argent seul ; l'or ne devait plus être qu'un accessoire avec une valeur variable.

La rareté monétaire fut le résultat de cette loi ; la baisse des prix, qu'elle entraîne toujours après elle, en fut la conséquence ; si bien qu'en l'an XI (1803) on fut forcé d'en revenir au bi-métallisme, qui s'établit partout et existe encore en Europe.

C'est le même essai qui a été tenté en 1873, avec l'argent au lieu de l'être avec l'or, il a été tenté sur une plus grande échelle, par plus de peuples à la fois, il dure encore, il a donné lieu aux mêmes maux qu'en 1803, ces

maux continueront aussi longtemps qu'un rapport fixe de valeur n'aura pas été rétabli entre la monnaie d'or et la monnaie d'argent, avec le libre monnayage pour les deux métaux, le même remède que celui qui fut appliqué en l'an XI.

Ces lois imaginées en 1873 contre l'argent sont en opposition avec nos mœurs, avec nos coutumes, avec les usages tels qu'ils étaient établis depuis plus de 3000 ans ; on a voulu se passer du métal argent, on a jeté de ce fait un linceul sur les affaires, sur la richesse de l'univers ; la baisse des prix, la diminution persistante des richesses, le manque de travail, les luttes entre le capital et le travail, le socialisme, voire même l'anarchie, nous ramènent aux plus mauvais jours de 1848, — avec cette différence toutefois, que nous n'avons plus la Californie et l'Australie, comme en 1851, pour faire cesser les troubles sociaux qui nous inquiètent en ce moment, pour mettre un terme à la rareté universelle du numéraire, à la baisse des prix.

L'or à lui seul est à toute évidence insuffisant, il faudra bien enfin que nous imitions Salomon, que nous acceptions de nouveau l'argent, comme ce Roi si sage le faisait, il y a 3000 ans, et qu'une relation de valeur soit rétablie entre les deux métaux, c'est la seule condition possible pour utiliser l'argent.

Si nous n'y parvenons pas, il faudra renoncer à jamais à mettre l'argent en circulation ; nous sommes

appelés, dans ce cas, à voir la crise actuelle continuer, la baisse des prix s'accroître de plus belle !

Mais, demandera-t' on, cette baisse ne peut pourtant pas être éternelle, jusqu'où pourrait' elle aller ?

Je répondrai en finissant, Mylord Maire, à cette question qui résume toutes les autres ! Je crains bien qu'on ne puisse à cette crise de baisse des prix assigner aucune limite, j'en trouverai, avec votre permission, la preuve, dans un fait tiré de l'histoire de votre propre pays ; c'était au temps d'Édouard III, l'illustre fondateur de l'ordre de la Jarretière et des Postes, en Angleterre (1350).

Depuis plus de 200 ans on n'avait plus battu de monnaies à la Monnaie de Londres, les marchandises, les propriétés, les biens avaient baissé de valeur à ce point, que la moindre parcelle d'or ou d'argent avait acquis la puissance d'acheter énormément de marchandises ; la monnaie était rare comme aujourd'hui, elle avait monté de prix. La baisse des prix arriva au point qu'Édouard III, ce puissant Roi d'Angleterre, en mariant sa fille, ne lui assurait qu'une somme qui ne ferait guère aujourd'hui, d'après Jacob (*On precious metals*) qu'une somme à peine équivalente à 110 livres sterling (2750 frs), dont ne se contenterait pas aujourd'hui la fille d'un simple marchand de la cité,

Nos monarques n'en sont pas encore arrivés à devoir se contenter d'un revenu aussi maigre, mais cet exemple prouve que si nous n'arrivons pas promptement à rétablir le libre monnayage de l'argent, avec un rapport fixe entre l'or et l'argent, nous devons nous attendre à des ruines certaines, — sans pouvoir assigner aucune limite à l'abaissement des valeurs et des prix.

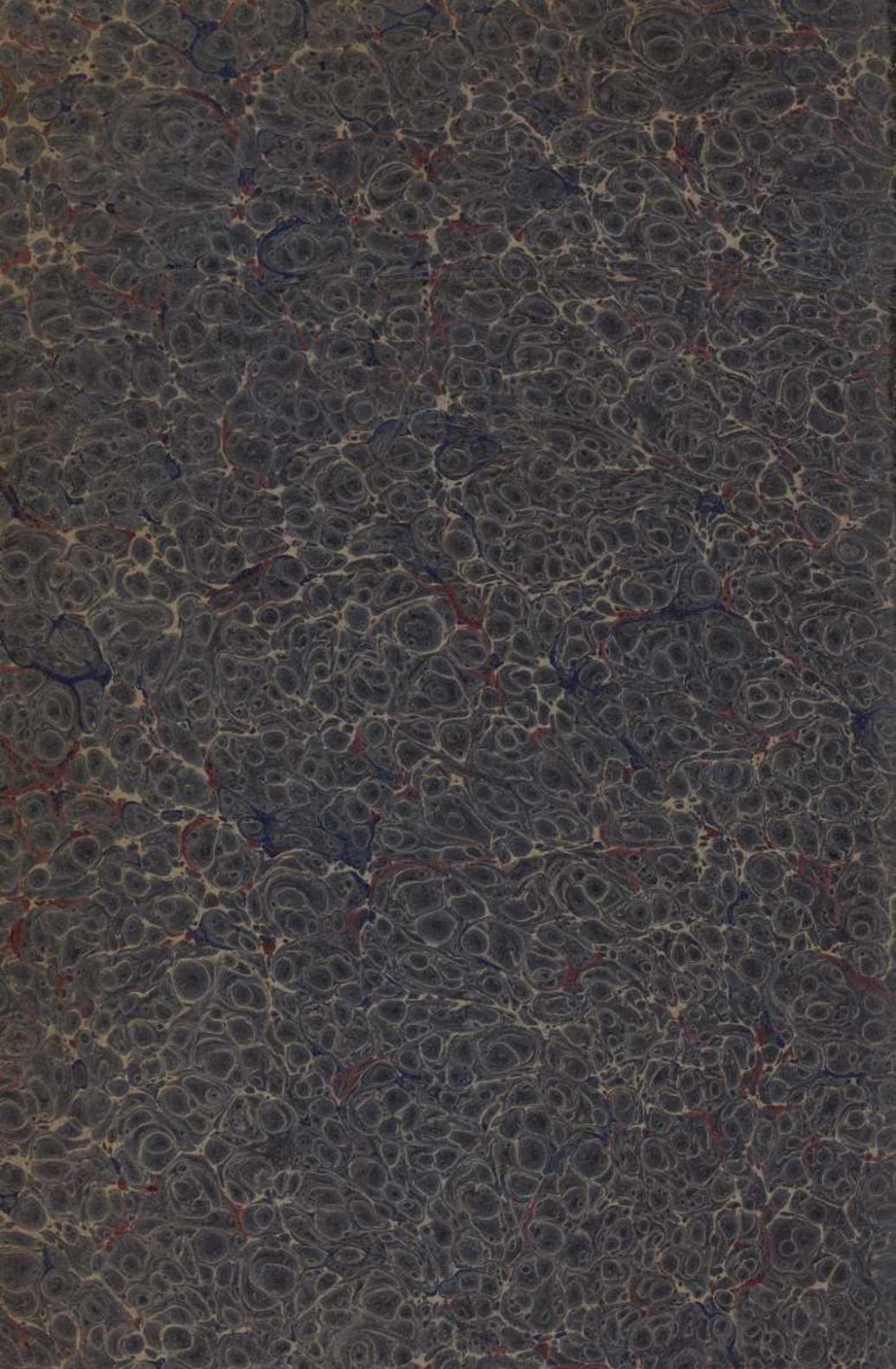
Je fais des vœux, en finissant, pour que les nobles efforts de la Ligue bi-métallique anglaise soient bientôt couronnés de succès en Angleterre, — afin d'éviter un désastre prochain !

La dernière Conférence internationale monétaire, tenue à Bruxelles en 1892, a donné la preuve que l'Europe attend de l'Angleterre le signal d'une nouvelle conférence en vue du bi-métallisme international !

Espérons que ce signal ne se fera plus attendre !

700

Louvain. — Imp. POLLEUNIS & CEUTERICK
30, rue des Orphelins, 30





ALVARO

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

DE

EXTRINSECA BI-METALLISTE

EXTRINSECA BI-METALLISTE

EXTRINSECA BI-METALLISTE

EXTRINSECA BI-METALLISTE



España. E